

La charte du mouvement SAUVONS L'EUROPE

Sauvons l'Europe est un mouvement d'éducation populaire, fondé à la suite de l'appel « Sauvons l'Europe », publié par le Nouvel Observateur du 7-13 juillet 2005. La Charte se situe dans le prolongement de l'appel.

Sauvons l'Europe se propose de faire de l'Europe un projet majeur dans le débat politique pour les citoyens, relevant de leur mobilisation critique, de leur intervention démocratique à tous les niveaux et de leur volonté de le défendre. Résolument hostile aux dérives technocratiques de l'Europe, *Sauvons l'Europe* se refuse pourtant de confondre le projet européen avec ces dérives. De même, s'il opte pour une Europe politiquement intégrée, il accepte de reconnaître la diversité des héritages historiques des nations et des régions qui composent l'Europe et ne souhaite pas faire de cette dernière un super-Etat. Construction politique originale, l'Europe n'est pas le substitut des rêves de grandeur perdus de la France.

Sauvons l'Europe s'est constitué au lendemain du rejet par une majorité d'électeurs français du projet de traité constitutionnel européen. Partisans résolus de ce traité, notre choix ne revient ni à recommencer indéfiniment la campagne référendaire, ni à nous réfugier dans un européisme exalté, attentiste et revanchard. Pour autant, pas question pour nous de minimiser la fracture qui s'est révélée à cette occasion dans l'électorat et parmi les responsables politiques français, et de considérer ce vote comme une péripétie négligeable dont les conséquences seraient aujourd'hui obsolètes. A ceux que le populisme obsède au point de leur servir de grille d'analyse et qui voient dans ce refus la saine réaction de la France d'en bas face aux nantis, nous objectons que cette fracture a davantage opposé des tempéraments et des attitudes, les partisans de l'ouverture à ceux du repli, les pragmatiques et les dogmatiques, les tenants de l'espoir aux reclus de la crainte, tout cela relayé par la confusion de ceux qui au nom d'un autre monde ne veulent pas d'une nouvelle Europe. Ces lignes ne sont certes pas intangibles ni définitives. Mais on les retrouve, à peine déplacées sur de nombreuses autres questions politiques et sociales et elles pèsent et continueront de peser lourd dans l'avenir politique de notre pays.

Pas question non plus de passer sous silence le pas en arrière que ce vote négatif a fait faire à la construction européenne, déjà en butte à de nombreuses difficultés. Le débat constitutionnel est désormais en panne. Mais ce que ce référendum nous a appris, c'est que l'Europe souffrait avant tout de ne pas être perçue comme un enjeu politique essentiel à notre vie quotidienne, un espace démocratique de débat et de confrontations, un objet de mobilisation. Nous nous efforcerons donc de porter la question européenne en soutenant ou favorisant les initiatives citoyennes, en liaison avec les parlementaires européens et nationaux et avec la société civile organisée. *Sauvons l'Europe* se propose de prendre de nombreux contacts avec des mouvements d'inspiration analogue dans d'autres pays européens et de se développer à l'échelle européenne grâce à ces rencontres. D'ores et déjà, toutes les réunions publiques de *Sauvons l'Europe* associeront des européens non-français. *Sauvons l'Europe* interpellera les décideurs européens dans les choix qu'ils font ou les silences qu'ils gardent, dans l'exigence du respect pratique de nos valeurs de solidarité, de développement durable et de droits de l'homme, non pas au sens des affrontements politiques mais au sens où la construction européenne est la grande question politique d'aujourd'hui.